

DE LA GOUVERNANCE PAR ORDONNANCE AU PARTI UNIQUE...

Lors de la campagne présidentielle, Jacques ATTALI, membre du staff du candidat MACRON et qui a joué le rôle d'entremetteur entre MACRON et HOLLANDE, a déclaré que le cas de l'usine WHIRPOOL d'Amiens (300 salariés menacés par un plan de licenciement) n'était qu'une anecdote et que: «*C'est la compétence des ouvriers eux-mêmes de se prendre en main*».

A cette déclaration, Richard FERRAND, secrétaire du mouvement *En Marche!* a répondu: «*Ce que dit ATTALI sur WHIRPOOL est une méprisable anecdote: qu'il se taise! Avec Emmanuel MACRON, nous luttons pour l'emploi*».

Cet échange est révélateur du double discours du nouveau gouvernement: pour sauvegarder l'emploi, il faut réformer le code du travail et chacun doit se prendre en main. Finis les droits, finie la solidarité, chacun pour soi! C'est la reprise du dogme ultralibéral: *Chacun pour soi et Dieu pour tous*. Aucune intervention étatique ou collective ne doit perturber le fonctionnement «*naturel*» du marché.

Cette doctrine impose, selon les préceptes des économistes FRIEDMAN, HAYEK, etc..., la destruction de tous les systèmes de protection collective: assurance chômage, retraites par répartition, sécurité sociale, conventions collectives, salaire minimum...

C'est d'ailleurs le programme officiel de «*La république en marche*».

L'opération menée par MACRON, essentiellement financée par les banques comme vient de le révéler *Médiapart*, vise à la dislocation des partis politiques traditionnels qui ont une base de militants et d'électeurs attachés, «*peu ou prou*», à des «*valeurs*» démocratiques et sociales. Elle vise également à la destruction des syndicats.

Face à ce président et à ce gouvernement qui veulent gérer la France comme une entreprise, quelle sera l'attitude des organisations syndicales?

- Pour la CFDT, elle est engagée dans ce processus depuis le départ, pour assurer la place d'un «*syndicalisme officiel*» au service du gouvernement.

- Pour la CGT, sous couvert de déclarations va-t-en-guerre, une partie de l'appareil confédéral est tentée par le «*syndicalisme rassemblé*».

Rappelons que la CGT et la CFDT étaient prêtes à accepter la loi EL KHOMRI sous réserve de quelques modifications.

Une très grande partie de la base de la CGT y est totalement opposée.

- Pour FO, la lutte contre la loi Travail a démontré les hésitations du secrétaire général. Souvent contraint (comme la CGT) à suivre, il a tenté de neutraliser la colère de sa base et d'une immense majorité de la population.

S'agissant de la loi Travail II, nous avons les plus grandes craintes, au regard des déclarations actuelles de Jean-Claude MAILLY. Se contenter de dire que légiférer par ordonnance n'est pas en soi un motif d'inquiétude, comme il l'affirme ainsi: «*Depuis 1983, il y a eu 500 ordonnances dont certaines soutenues par FO*» et, dans la situation actuelle, déclarer comme il le fait, qu'il ne faut pas préjuger du contenu des ordonnances, c'est totalement occulter le contenu du programme électoral de MACRON et, de fait, accepter les dispositions annoncées visant à la destruction des droits collectifs des salariés.

Nos craintes sont d'autant plus vives que MAILLY vante les qualités de Madame PÉNICAUD, elle qui a développé le «*Lean management*» chez Danone: chasse aux temps morts qui vise à accroître les marges au détriment de l'emploi et des conditions de travail, et, bien souvent, aboutit au burn-out, à la dépression et aux troubles musculo-squelettiques chez les salariés. Elle a également supprimé 900 postes, en 2013, chez Danone malgré un bénéfice net de 1,8 milliard d'euros l'année précédente.

Mais Madame PÉNICAUD a fait partie du cabinet de Martine AUBRY (ministre du Travail de MITTERRAND), grande amie de Jean-Claude MAILLY. Est-ce là l'explication de cette appréciation favorable?

Appréciation d'autant plus favorable que la ministre du Travail de MACRON vient d'intégrer dans son cabinet, comme conseiller chargé de la formation, de l'apprentissage et de la pénibilité, Stéphane LARDY, ex-secrétaire confédéral FO et prétendant, jusqu'à son départ récent, à la succession de Jean-Claude MAILLY.

Prenons garde. Le mouvement, qui se met en place et auquel nous sommes confrontés aujourd'hui, a pour objectif la construction d'un parti unique (transcourant) et d'un syndicat unique.

L'histoire nous a appris, souvent tragiquement, la différence entre la démocratie politique et le système totalitaire. Et nous assistons à la création d'un tel système avec l'adjuvant nécessaire: l'amour revendiqué par Mr. MACRON et qui constitue la dose émotionnelle. L'équivalent du «*Je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur*» de Philippe PÉTAÏN.

Dans cette situation, le *Manifeste pour un syndicalisme libre et indépendant*, l'appel lancé en janvier 2011 par l'*Union des Anarcho-syndicalistes*, sur la base du texte d'Alexandre HÉBERT du 18 janvier 2008, en révèle toute son actualité et sa pertinence:

«Dans notre pays, le mouvement syndical ouvrier a été bâti sur le constat que, si les hommes ont un destin commun, ils n'ont pas les mêmes intérêts et que la situation des uns et des autres se définit à partir de l'établissement de rapports de forces.

Tel est le fondement de notre syndicalisme tel qu'il a été défini, en 1906, au congrès d'Amiens.

Aujourd'hui, comme hier, les tenants d'une forme d'autocratie - opposée à la démocratie - opposent à la «Charte d'Amiens» la «Charte du Travail».

Il nous faut bien constater que les agissements d'une fraction de la bureaucratie syndicale de la CGT-FO, contrairement aux règles démocratiques élémentaires, reposent sur une conception des rapports sociaux totalement étrangère à nos traditions et qui, de surcroît, historiquement, a largement démontré sa nocivité».

Marc HÉBERT.

SUS AUX SUBVENTIONS D'ÉTAT!

Ça y'est! Les institutions de l'État bonapartiste recyclent le personnel ancien et s'adjoignent du personnel nouveau. C'est loin d'être à cause d'un risque d'effondrement, - les institutions ne s'effondrent jamais, il faut les miner, - et rien ne risque de les miner dans l'état actuel des choses.

Pour preuve la course aux subventions d'État accordées en fonction des voix obtenues aux élections législatives. Pas un parti ne manque à l'appel de la nécessité de désigner 577 candidats pour être financé dans les meilleures conditions possibles. Ils n'ont pas d'adhérents en nombre suffisant pour défendre une perspective d'État, l'État actuel garantit leur existence.

Quant à ceux qui, malgré tout, n'ont pas les moyens de présenter tout ou partie des 577 candidats, qu'ils se rassurent! Les subventions du «*dialogue social*» aideront leur existence: à défaut de cotisations d'adhérents, les «*dirigeants*» des syndicats les mieux intégrés dans l'association *Capital-Travail* les aideront à en user avec toute la légitimité d'État qui s'impose.

Avant de signer, il me semble utile de rappeler aux adeptes des coups-d'État que: est légitime tout ce qui est «*légal, reconnu par la loi*»; ou bien: «*juste, équitable, fondé sur la raison*»... tout ce que ne peut pas être l'État, ni aucun(e) de ses parti(e)s, ni aucun de leurs programmes.

G.R.

MODERNITÉ TARDIVE AU SECOURS DU RÉGIME...

«Je m'occuperai d'abord de rechercher pourquoi la plupart des hommes se complaisent dans ce préjugé et d'où vient la propension naturelle qu'ils ont tous à s'y attacher». **SPINOZA**

Le vote des citoyens lors des élections présidentielles de 2017 contre l'alternance instituée par Mitterrand, en somme, contre le régime de la V^{ème} république, a imploré la société française en profondeur.

En effet, la colère froide des citoyens a sanctionné sans appel cette caste au pouvoir, interchangeable, au profit de l'*Union européenne* et du capitalisme financier, devenu, aujourd'hui, totalitaire.

En utilisant la permanence de l'État régalien et les médias (pétris de médiocrité et dont l'ignorance n'a d'égale que leur servilité) les sauveurs du régime s'accrochent à propulser le label «*mouvement*» pour tenter de s'approprier l'irruption de la volonté populaire sur la scène politique.

Cette supercherie est personnalisée par Emmanuel Macron, à confondre avec un autre Emmanuel (Mou-nier). Cet individu, auquel on prête des qualités en pagaille et une modernité incommensurable, sort de la naphthaline le slogan «*ni droite, ni gauche*» tout droit de l'ouvrage de Zeev Sternhell, historien israélien, intitulé «*Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*», publié en 1983.

Les manipulations dont nous sommes témoins, aujourd'hui, du mot «*fascisme*», sont très dangereuses.

Mussolini et Hitler, qui incarnaient la gauche italienne et allemande, mettaient en cause la lutte de classes pour mettre en place une société corporatiste. En France, le régime de Pétain avec le gouvernement de Vichy, avec Déat, Doriot et toute une série de transfuges de gauche, associaient «*la révolution nationale*» à la *Neue Europa* d'Hitler.

Avant d'arriver au pouvoir, le fascisme et le national-socialisme ont utilisé leurs bandes armées pour saccager les *Bourses du travail* et les sièges des journaux d'opposition, en terrorisant les populations, afin d'organiser la marche vers l'État totalitaire.

Quand on regarde la situation d'aujourd'hui, on s'aperçoit que le *Front National* ne répond pas à ces critères tirés de l'histoire du fascisme. Et pourtant, l'ambiance hystérique organisée par les médias français a permis, à nouveau, une avalanche de mots caractérisant ainsi le F.N.

Cette manipulation par l'appareil d'État et les médias est surtout dangereuse car elle a comme objectif de nous cacher le vrai mouvement fascisant en marche et les prémices des bandes armées.

En effet, n'est-il pas instructif de se rappeler que pendant les manifestations contre la loi EL KHOMRI, la police n'est pas intervenue contre «*les casseurs*»? Les syndicats de police ont déclaré qu'ils n'avaient pas reçu l'ordre d'intervenir pour empêcher leurs violences. C'est une illustration inquiétante de la tentative du gouvernement Hollande de discréditer les manifestants et les syndicats.

Ce sont les pratiques de ce type qui ont précédé l'avènement du fascisme en Italie et du national-socialisme en Allemagne.

Aujourd'hui, il est fondamental de combattre, sans cesse, pour clarifier ce que signifie le fascisme.

Situation issue des élections présidentielles

Il faut comprendre que M. Macron a été élu grâce aux voix de Mélenchon et de Fillon, car le diable *Front national* risquait de venir au pouvoir!

Alors que plus de 55% d'électeurs du premier tour, se sont prononcés contre l'Union européenne, avec l'élection de M. Macron, nous risquons d'avoir l'UE XXL.

Bon an, mal an, les vrais patrons de M. Macron, qui sont les patrons du CAC 40, et le patron de l'UE, Mme MERCKEL, ont réussi avec l'aide de HOLLANDE et des médias français à sortir ce banquier de ROTHCHILD pour tenter d'imposer au peuple français une politique d'austérité et un plan de démantèlement de l'ensemble de la protection sociale, sans précédent.

C'est ainsi qu'il se propose de gouverner avec les ordonnances et le 49-3. Tous, ils espèrent un parlement macronien recomposé des godillots de droite et de gauche, en transcendant le parlement des partis afin de constituer le parti unique.

En ce qui concerne le mouvement syndical, «le dialogue social» doit se résumer à des accords entreprise par entreprise, mettant en cause la loi du 11 février 1950 reconnaissant l'existence légale du mouvement syndical représenté par les confédérations.

Là encore, il faut souligner que la CFDT a été aussi mise en avant pour constituer le syndicat unique: confère la lettre de Laurent BERGER, secrétaire général de la CFDT à MACRON, se proposant de partager le pouvoir avec son gouvernement.

Parti unique, syndicat unique: c'est là que réside la marche vers le corporatisme et le fascisme.

Utiliser le mot «*fasciste*» à tort et à travers est très dangereux, car depuis Épinay sur Seine - François MITTERRAND, les «*classes populaires*» ont été «*éduquées*» que le fascisme et le mal absolu, c'est le *Front national*. En résumé, pour préserver et amplifier les profits du capital financier, en France, le F.N. a bon dos: pourvu que ça dure!

Mais la lutte de classes consiste à déplaire à tout ce beau monde et à ne pas se conformer à leur «*complot*». Elle peut s'exprimer au moment des élections législatives et par la révolte générale contre les mesures infâmes du gouvernement Macron.

La constituante de la VI^{ème} république ne peut naître que de ce mouvement et en aucun cas par des voies électorales.

Aujourd'hui, nous sommes à la croisée des chemins avec l'implosion de la gauche et l'explosion de la droite qui mettent en évidence que, depuis Épinay-sur-Seine, les partis ouvriers ont été détruits au profit des chrétiens-sociaux. Depuis le parti de Jean Jaurès et de Léon Blum, d'inspiration marxiste, la classe ouvrière n'a plus de représentation politique.

Macron est sorti de «*ni droite, ni gauche*» des années trente de triste mémoire, le parti unique. Là encore, le «*monde nouveau*» s'emploie à nous vendre les vieilleries pour «*modernes*».

Le seul instrument à la disposition de la classe ouvrière reste les syndicats confédérés, CGTFO et CGT. Le devoir des militants ouvriers est impératif: aider la classe ouvrière à s'en saisir pour combattre l'*Union européenne* et le gouvernement de Macron.

Bertrand KANBAN
15 mai 2017

NOTE DE LECTURE

«L'islam contre l'islam - L'interminable guerre des sunnites et des chiites»

de Antoine SFEIR - Livre de poche - 6€10.

«Chaque fois que l'homme s'est senti supérieur à un autre, cela a abouti à une tragédie; chaque fois qu'un clan, une tribu a convoité les biens et les richesses d'un autre clan ou d'une autre tribu, cela a fini par un massacre.

Chaque fois que la force s'est exprimée, elle l'a fait au détriment de l'individu, des peuples, et du droit; mais chaque fois que le droit a voulu s'imposer, il s'est montré impuissant face à la force.

Chaque fois que l'homme, dans l'histoire de l'humanité, s'est pris pour Dieu ou s'en est proclamé le porte-parole, ce fut la catastrophe.

Rien n'a changé au cours des siècles».

C'est bien l'auteur de cet essai qui s'exprime ainsi dans l'avant-propos, et non Bakounine. Mais c'est tout de même réconfortant d'entendre de telles affirmations! Quant aux conclusions géo-politiques, je n'y vois

aucun intérêt autre que celui qui conduit au maintien des Dieux, de leurs États, et de la rente esclavagiste, féodale ou capitaliste, qui en découle.

Le lecteur y apprendra comment à diverses époques, les héritiers «*spirituels*» de Momo-d'Ia-Mek ont créé les huit principales branches religieuses de l'islam du moyen-orient, les États qui vont avec, la servitude et la guerre nécessaires à leurs puissances respectives.

Il y apprendra également comment la puissance étatsunienne entendait, en 2003, réorganiser les États de cette région, selon les Dieux et leurs hommes qui, les ayant créés, entendaient bien continuer d'en tirer profit. Édifiant!

Georges RIVALIN

SIMILITUDES FRANCO-ALGÉRIENNES...

Le renouvellement du personnel politique consécutif à chaque scrutin présidentiel appelle souvent des changements de nom des partis politiques... Ces nomenclatures qui font que... «*Nous entrerons dans la carrière, Quand nos aînés n'y seront plus*» (1).

Il en fut ainsi après l'élection de De Gaulle (U.N.R., U.D.R.), de Giscard (U.D.F.), de Chirac (U.M.P), de Sarkozy (L.R.); seul le P.S. avait réalisé ces opérations au préalable de l'élection de Mitterrand, par l'assimilation des prétendants multiples dans ce conglomérat adapté, aujourd'hui au bout du rouleau... «*Nous y trouverons leur poussière, Et la trace de leurs vertus*», sic! (2).

Aujourd'hui le parti de l'Élu nomenclaturera les «*Républicains-En-Marche*», à ne pas confondre avec les «*Républicains-à-L'aRrêt*». Tandis que P.S. ne signifie plus que «*Post-Scriptum*», Dupont-Aignan présidera «*Couché-La-France*», et Le Pen: «*Ainsi-FoNt-FoNt-FoNt, les petites Marinettes*». Ajoutez-y: «*Les insoumis*»... qui ne savent toujours pas à quel maître ne pas se soumettre, et les professionnels de «*la crise de la 5^{ème} république*», eux-mêmes «*en crise permanente*» de n'être jamais promus dans la carrière au-delà de... conseiller municipal !!!

Sans doute des situations cocasses restent-elles à venir: Dieu, l'État et le Capital n'ayant pas encore reconnu tous les leurs... Il y a beaucoup trop de candidats.

En Algérie (voir ci-dessous), où l'abstention est communément le triple d'en France, - ce qui montre par ailleurs que l'abstention n'est pas, par elle-même, révolutionnaire, - l'État a le bonheur de faire savoir, et sans ambages, qui doit, et de quelle façon, entrer dans la nomenclature... y compris à ceux qui se disent l'expression de Dieu...

«*A la soupe, citoyens! Formez vos conventions!*» (3).

Georges RIVALIN

Dans *El Watan* d'Alger, le 13 mai 2017 (4)

M.S.P.-POUVOIR: LES SECRETS D'UN DEAL (EXTRAITS)

Comment en est-on arrivé à cette proposition de Bouteflika au M.S.P. pour rejoindre le 5^{ème} gouvernement Sellal? Pourquoi ce parti est-il l'option idéale pour casser l'opposition? Enquête.

Le projet d'union entre le «Mouvement de la société de la paix» (M.S.P.) (5) et le «Front du changement»

(1) Premier et deuxième vers du 6ème couplet de «La Marseillaise».

(2) Troisième et quatrième vers du même couplet.

(3) Quelques vers d'une Marseillaise apocryphe.

(4) L'article complet sur: http://www.elwatan.com/lune/msp-pouvoir-les-secrets-d-un-deal-12-05-2017-344992_108.php

(F.C.), la participation aux législatives et l'éloignement de la logique de Mazafran 1, ainsi que les discussions sur une éventuelle entrée au cinquième gouvernement Sellaï, s'inscrivent dans un processus initié conjointement par des partis au pouvoir et les leaders islamistes, proches des Frères musulmans.

Il faudra rappeler ici que Abdelmadjid Menasra, président du Front du changement, ex-ministre et dissident du M.S.P, avait déclaré, mi-janvier dernier lors de sa conférence de presse conjointe avec Makri: «Ce sont des hauts responsables de l'État algérien qui nous ont conseillé de nous unir (...). Ces mêmes responsables étaient déjà à l'époque (en 2013) contre la scission (...). L'union rend service à l'État (...). Notre ambition est plus grande que les petites querelles d'ego.». On ne peut être plus clair...

Adlène MEDDI.

PENDANT LA BATAILLE ÉCONOMIQUE, LES POLITI-CALLERIES CONTINUENT...

A l'heure où les échéances d'État démontrent, si c'était encore nécessaire, que les élections n'ont pas d'autre finalité que le renouvellement du personnel politique, et en conséquence cette fois, un changement des destinataires de certaines prébendes, les salariés vont devoir s'organiser pour leurs conditions d'existence, voire réorganiser la société sur d'autres bases; à cette fin, ils devront compter sur leur seule organisation syndicale... à l'exclusion de toute intervention politique. Mais celle-ci ne sera-t-elle pas omniprésente dans les syndicats même, à l'encontre des principes de la *Charte d'Amiens*?

Dans *La Sociale*, journal qui succéda au *Père Peinard*, du 8 décembre 1895, Émile POUGET nous y compte les manigances des politiques contre les syndicalistes de Carmaux. Rappelons à l'occasion que celles-ci aboutirent à l'éviction de Fernand PELLOUTIER du secrétariat général du *Comité d'action de la Verrerie ouvrière*, au bénéfice de *Môssieu* Jean JAURÈS, député. On comprendra l'affection des hommes d'État putatifs pour ce personnage, affection peu partagée dans les syndicats d'alors.

G. R.

BISBILLES DE SOCIALOS...

Les cent mille balles que l'initiative d'une bonne bougresse a collées dans le boursicot des grévistes de Carmaux, ont été une pomme de discorde pour les socialos parisiens.

Dès qu'il a été question de monter une verrerie, en concurrence à celle du Rességuier, les grands chefs ont voulu en être. Si on leur eût demandé le pourquoi, ils auraient, sans s'épater, affirmé que les Carmauxiens ne peuvent rien faire par eux-mêmes.

Pour lors, y a eu réunions sur réunions, où se sont pris de bec les frères ennemis: allemanistes, guesdistes, blanquistes, indépendants, coopérateurs... Dans la cacophonie, Jaurès onctueux et bénisseur s'évertuait à contenter tout le monde, - afin de ne pas perdre son prestige vis-à-vis des Carmauxiens.

Pendant d'interminables soirées, on a discuté à perte de vue sur deux points: Qui dirigera la verrerie? Dans quelles poches ira le profit? Ainsi, ces fameux révolutionnaires n'ont pas eu assez de jugeotte pour faire un saut dans l'avenir et essayer l'emmanchement d'une verrerie à tendances communistes, où la direction s'évanouirait devant la division des fonctions, où le bon ordre de la production serait réglé par la libre entente et l'initiative. Où, d'autre part, le profit, serait tenu pour quantité négligeable: le bel exemple donné, le bien-être des verriers, la gaieté de leur travail, la franchise de leurs allures nouvelles, devant être considérés comme profit plus considérable pour la cause sociale que les quelques pièces de cent sous qui pourraient trébucher dans quelque caisse. Comme il y a bougrement loin des manigances de ces mesquins socialos aux tentatives d'embryons sociaux faites par les libertaires!

Ceux-ci, malgré les difficultés de réalisation qu'offre le milieu actuel, font des pieds et des pattes pour faire germer dans ce fumier la bonne graine sociale, - image mesquine et peu brillante des agglomérations à venir, - mais, ayant au moins la galbeuse supériorité d'avoir brisé autant que possible avec toutes les hypocrisies et les voleries bourgeoises.

Les organisateurs de la verrerie de Carmaux n'ont eu aucune de ces préoccupations. Ils n'ont pas vu

(5) Un autre nom pour le Hamas en Algérie.

plus loin que le bout de leur piton: ils se sont alignés pour monter une affaire, ne différant en rien de celles que maquignonnent les capitalos.

Y a plus drôle encore dans les pétaudières où on s'essayait à accoucher la verrerie - avec les 100.000 balles de madame Dembour pour première mise, - et un fourbi d'actions et de billets de loterie pour récolter un magot supplémentaire de 400.000 francs.

Les frères ennemis étaient divisés en deux camps: d'un côté, ceux qui voulaient laisser aux Carmausiens le soin de diriger la verrerie, de l'administrer à leur fantaisie, d'user des bènèfs problématiques à leur guise.

Ceux-là, - malgré tout ce qu'on puisse dire contre les Coopératives, - étaient dans la note la moins fausse. Il est de simple évidence que, seuls, doivent avoir voix au chapitre, dans un fourbi quelconque, ceux qui foutent la main à la pâte, - et que, doivent être carrément exclus, tous ceux qui, en vertu de n'importe quel principe soit religiosard, politicard ou social, prétendent imposer leurs volontés sans travailler. Eh bien, si espatrouillant que ça paraisse, il s'est trouvé que les socialos les plus enragés d'autoritarisme, - les guesdistes! - étaient pour la première combinaison.

Au contraire, les allemanistes, qui sont pourtant panachés de libertarisme, en pinçaient pour la solution autoritaire: ils voulaient que les verriers ne soient pas maîtres chez eux, ils désiraient les foutre sous la férule d'un conseil d'administration composé des délégués des syndicats de France et d'Algérie, - et, conséquence logique, ils exigeaient que ces sacrés cochons de bénéfiques (qui ne seront peut-être jamais récoltés) soient versés à la propagande.

De telles prétentions sont tout ce qu'il y a de plus hurf comme autoritarisme! A ce compte, les verriers de Carmaux deviendraient des zéros en chiffres et je ne vois foutre pas ce qu'ils auraient gagné à changer de maîtres.

Être sous la coupe de Rességuier, ou être dans les pattes de cet invisible patron, baptisé «le Prolétariat», ça me semble kif-kif bourriquot.

En tous cas, y aurait-il d'un côté moins de canulages que de l'autre, - l'exploitation et l'oppression seraient toujours sur pattes.

Tout de même, nom d'une pipe, quelle sacrée contradiction ente les théories préconisées par les divers socialistes et leurs pratiques!

Il est certain que, si les allemanistes se sont prononcés pour l'autoritarisme pur, et les guesdistes pour la coopération panachée d'un vague libertarisme, - c'est qu'il y avait anguille sous roche: des coteries, des rivalités.... mais laissons ça!

Après des chamailleries jusqu'à plus soif, les Allemanistes semblaient tiompher: ils avaient fait adopter leur système.

Mais, voici du nouveau: Mme Dembour, elle aussi, met son grain de sel dans le micmac; du haut de ses cent mille balles elle déclare qu'elle ne crache le pognon qu'à condition que les verriers soient maîtres chez eux.

Du coup, les guesdistes boivent du lait: ils jubilent comme des petites baleines!

Bondieu, que ces zizanies sont pitoyables! Et dire que c'est cette maudite galette qui, pour une bonne part en est cause.

En outre, pour en revenir à ce que je dégoisais tout à l'heure: que ces tiraillements, ces mesquineries sont dégueulasses, quand on les compare à l'allure tranche des projets d'embryons libertaires mis en avant par des camaros délurés.

Émile POUGET

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 32 euros. Abonnement de soutien: 40 euros.
Verser à: Association des Groupes Fernand PELLOUTIER - N° CCP 9998 28D Nantes
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Fondateur de publication: Alexandre HÉBERT
Directeur: Marc HÉBERT.

Union des Anarcho-Syndicalistes: <http://www.uas-pelloutier.fr>